Un défi national

La réforme de l'éducation en Égypte

A national challenge. Educational reform in Egypt

Un desafío nacional. La reforma educativa en Egipto

Sawsan Korra

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2380>

DOI : 10.4000/ries.2380

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2000

Pagination : 71-76

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Sawsan Korra, « Un défi national », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 27 | 2000, mis en ligne le 01 octobre 2003, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2380> ; DOI : 10.4000/ries.2380

Un défi national

La réforme de l'éducation en Égypte

Sawsan Korra

Résumé

Le ministère de l'Éducation est considéré en Égypte comme un ministère de l'Investissement. Le recours aux crédits privés est souhaité. Des écoles pour tous les publics, tel est le mot d'ordre. De multiples réformes sont en cours : programmes, accès aux nouvelles technologies, révision des rythmes scolaires, formation des enseignants, etc. L'éducation est aujourd'hui en Égypte le projet majeur.

A national challenge. Educational reform in Egypt

In Egypt, the Ministry of Education is regarded as a Ministry for Investment. The government is resorting to private sources of funding. 'Schools for all' is their catch phrase. Numerous reforms are under way concerning school programmes, access to new technologies, changes to the school day and year, teacher training... Education is the most important project in Egypt today.

Un desafío nacional. La reforma educativa en Egipto

El Ministerio de Educación se considera en Egipto como un Ministerio de Inversión pues el recurso a los créditos privado se estimula. « Escuelas para todos » es la prioridad del país. Las múltiples reformas actuales se refieren a los programas, al acceso a las nuevas tecnologías, al cambio de los ritmos escolares, a la formación de los docentes. La educación en Egipto es hoy el mayor proyecto.

L'éducation est aujourd'hui en Égypte le projet majeur. Réformer le système éducatif est la priorité des priorités qui mobilise toutes les forces vives de la nation qui ont conscience de l'investissement essentiel à faire en ce domaine. Plusieurs questions sont actuellement en débat et retiennent l'attention des acteurs et des responsables du système éducatif, et plus généralement du grand public : la nécessité d'un enseignement pour tous, la formation des enseignants, la réforme des programmes et l'accès aux nouvelles technologies.

L'enseignement pour tous

Des écoles à tout prix

En Égypte, l'enseignement pour tous est, en principe, une obligation. Chacun a droit à l'enseignement et à un enseignement gratuit. Il convient, de plus, d'assurer non seulement cet enseignement de masse, mais aussi de lui garantir qualité et adaptation à la diversité des publics. Ces principes fondateurs de la République sont toujours très présents dans les discours ministériels et présidentiels, mais ils entrent parfois en tension avec les réalités sociales et économiques à l'heure où le pays s'ouvre à la mondialisation. Le défi est grand dans le contexte propre à l'Égypte. En effet, l'explosion démographique y est effarante : une croissance de 2,1 % par an, avec une répartition déséquilibrée des habitants sur l'ensemble du territoire. Le taux d'analphabétisme concerne encore 33,1 % de la population (43,4 % chez les femmes ; 23,2 % chez les hommes), malgré une baisse de près de 5,52 % ces trois dernières années. Les bâtiments scolaires restent en nombre insuffisant, et 20 % des écoles travaillent encore sur deux périodes par jour, avec rotation des divisions. Plusieurs écoles ne sont pas fonctionnelles, étant à l'origine des habitations privées construites dans une autre optique. Certaines doivent même être restituées à leur propriétaire conformément à une loi récente. De nombreux bâtiments sont vétustes et auraient besoin d'être rénovés, les équipements modernisés. Les classes sont souvent surchargées avec des effectifs de soixante élèves ou plus, qui ne permettent pas l'innovation pédagogique. Régulièrement, et en particulier au moment de la rentrée, la question des bâtiments scolaires, de leur état, de leur nombre, de leur sécurité revient dans les médias. Ainsi que le douloureux problème des effectifs dans les classes et du nombre de professeurs.

Pour affronter ce défi, le ministre de l'Éducation, le Docteur Hussein Kamel Bahaa El Din, a lancé un projet d'envergure : il a convaincu le gouvernement d'envisager son ministère comme un ministère de l'Investissement et non pas seulement comme un service, son rôle essentiel étant la formation du futur citoyen. Il a ainsi obtenu une augmentation importante du budget de l'éducation qui est passé de 3,5 milliards de livres égyptiennes en 1990-1991 à 18,1 milliards en 1999-2000. Un organisme spécifique des bâtiments scolaires a mis en place un plan conséquent de construction de nouvelles écoles

répondant aux normes internationales les plus modernes, avec équipement de bibliothèques, laboratoires, salles multimédias. 13 000 écoles devraient être construites. On en a construit à ce jour 9 850, depuis 1992, mais les besoins s'élèvent à 39 000 écoles jusqu'en 2017. De grands efforts de planification sont effectués pour gérer dans les années à venir ces échéances essentielles. Le budget de l'État ne pouvant satisfaire les besoins dans ce domaine, on a eu recours aux investisseurs privés, hommes d'affaires et secteurs non-gouvernementaux qui ont répondu et apporté leur aide financière, ainsi que les grandes organisations internationales comme l'UNICEF, la Banque mondiale, l'UNESCO, l'Union européenne. Madame Suzanne Mubarak en personne a patronné l'opération, convaincue que l'école est la pierre angulaire de toute réforme. Les initiatives privées d'ouverture d'établissements scolaires sont désormais volontiers encouragées, afin de remédier par tous les moyens à cette pénurie d'écoles. De même, au niveau universitaire, une loi a autorisé l'ouverture d'universités privées et un comité des universités privées contrôle les conditions d'admission et le nombre d'étudiants afin que le profit ne soit pas préféré à la qualité de l'enseignement. Mais périodiquement, le débat repart dans la presse sur les coûts comparés des deux types d'enseignement public et privé, ou le fonctionnement de certaines institutions privées. Il existe d'ailleurs en Égypte, à côté de l'enseignement public, une importante tradition d'enseignement privé ou semi-privé de qualité, en particulier les écoles de langue ou établissements bilingues où un certain nombre de disciplines (mathématiques, sciences) sont enseignées en langue étrangère : français, anglais, allemand. Des écoles publiques expérimentales ont été créées sur ce modèle il y a quelques années.

Enfin, pour lutter contre l'illettrisme des adultes, un important plan national a été mis en place depuis 1992, associant cours classiques après les heures de travail, travaux manuels éducatifs, livrets à domicile pour les femmes qui ne peuvent se déplacer. Une chaîne de l'alphabétisation doit être prochainement lancée. L'enseignement à distance et les programmes éducatifs à la télévision apparaissent de plus en plus comme une solution aux handicaps dont souffre une partie de la société.

Des écoles pour tous les publics

L'un des enjeux de cet « enseignement pour tous » porte sur les diverses catégories sociales et publics cibles qui requièrent un enseignement de qualité et des programmes appropriés. Qualité ici ne veut pas seulement dire excellence, mais adéquation complète entre le système éducatif et les besoins de chacun, afin d'assurer équité et cohésion sociale. Les formes spécifiques d'enseignement qui existent pour chacune de ces catégories sont, elles aussi, l'objet de nombreux questionnements :

- l'enseignement des filles en milieu rural, pour remédier à l'abandon scolaire. L'école à classe unique concerne les filles de 8 à 14 ans, 2 420 écoles de ce type ont été construites ;

– le projet UNICEF d'écoles à plusieurs niveaux dans les communautés rurales où les enfants peuvent accéder à n'importe quel âge, avec « valise d'études » jusqu'à 14 ans. Ils peuvent ensuite s'affilier au programme concernant l'analphabétisme, 79 écoles ont ainsi été construites dans trois gouvernorats ;

- 450 « écoles de la lumière » pour les aveugles et les malvoyants ;
- 3 000 « écoles de l'espoir » pour les sourds et les malentendants ;
- écoles sanitaires pour les enfants malades ;
- complexe Suzanne Moubarak pour l'enseignement, destiné à des cas spéciaux au nord du Sinaï ;

– enseignement professionnel qui s'étale sur trois ou cinq ans, avec différentes spécialisations agricoles, commerciales, industrielles, etc. Les écoles de ce type sont très coûteuses car elles doivent être équipées, pour la formation pratique, d'appareils modernes comme ceux qui sont utilisés sur le marché du travail. Une réalisation réussie dans ce domaine a été le projet Moubarak-Kohl où la formation pratique se fait en partenariat avec les usines qui vont embaucher ces ouvriers en cours de formation.

Les objectifs de qualité, de distinction et d'épanouissement personnel doivent aussi rencontrer ceux d'efficacité, de modernité et d'ouverture démocratique dans un monde de plus en plus concurrentiel et exigeant. L'institution éducative sur laquelle reposent ces ambitions fortes peut être tentée, face aux contraintes du système, de baisser la barre en abandonnant certains de ces objectifs ou, à l'inverse, de se concentrer sur les élites en laissant de côté les catégories sociales les plus difficiles. D'où des discussions récurrentes autour de la gratuité de l'enseignement de la maternelle à l'université ou, sur un tout autre plan, le niveau des élèves ou le contenu des programmes scolaires.

La rénovation du système scolaire

La réforme des programmes

La révision des programmes et du système d'évaluation se présente comme un enjeu important. De nombreux articles de presse débattent de leur lourdeur, de leur inadaptation ainsi que des tentatives de rénovation. De nombreux centres ont été créés pour réfléchir à cette réforme des programmes et faire des propositions afin de les mettre en conformité avec les objectifs modernes visés : centre de recherche pédagogique, centre de réforme des programmes, centre de réforme de l'évaluation. Des conférences ont réuni à plusieurs reprises des spécialistes, des représentants des différentes catégories sociales, parents d'élèves, professeurs et même élèves ; chaque cycle a été tour à tour envisagé. Les manuels scolaires doivent tenir compte des technologies contemporaines, de la révolution informatique, des nouvelles méthodes pédagogiques centrées sur l'autonomie de l'élève. L'apprenant a désormais recours

à d'autres sources de connaissances, à la recherche documentaire. Il faut désormais développer chez lui les capacités d'établir des connexions, d'analyser, de s'informer, d'embrasser un champ large de connaissances. C'est pourquoi les programmes sont progressivement réactualisés dans les différentes disciplines en tenant compte de l'âge et du niveau des élèves. De nouvelles matières ont été ajoutées qui, parfois, sont aussi l'occasion de discussions.

L'accès aux nouvelles technologies

L'un des axes forts de la rénovation des programmes est l'accès aux nouvelles technologies. Un effort impressionnant a été entrepris depuis quelques années pour équiper les établissements scolaires en ordinateurs. Une nouvelle matière, l'informatique, a été introduite à cette rentrée dans les trois premières années du primaire, ainsi que pour la première année des cycles préparatoire et secondaire ; la technologie, quant à elle, interviendra en première préparatoire dès cette année ; vingt nouveaux centres de formation des professeurs en technologie entreront en fonction en 2001. Les cours d'informatique sont obligatoires dans tous les cycles. Un consensus total existe concernant l'impact de ces nouvelles technologies pour améliorer le système éducatif et répondre aux enjeux du XXI^e siècle.

75

Les rythmes scolaires

Un thème récurrent dans les médias : la durée du temps de travail et des apprentissages, la durée de la journée scolaire – jugée parfois trop courte –, la durée de l'année scolaire et de l'ensemble du cursus. Une des dernières réformes proposées est ainsi sujette à débat : il s'agit de la restitution de la sixième année du cycle primaire, qui avait été supprimée en juin 1989 pour des raisons économiques. La mise en place de cette nouvelle année qui devrait permettre de développer les activités artistiques et sportives dans le cursus primaire et d'améliorer le niveau, semble correspondre à un ajustement aux normes internationales d'investissement éducatif. Mais elle nécessite de nouveaux moyens en locaux, en formation.

Adaptation du système d'évaluation

Le système des examens est aussi un vaste sujet de débat : examens de fin de cycle, examens du baccalauréat. Un centre de réforme de l'évaluation a été mis en place pour étudier un nouveau système d'évaluation en conformité avec les objectifs des nouveaux programmes. Divers projets sont en cours d'examen pour éviter le « bachotage » et mieux ajuster l'offre et la demande pour l'entrée à la faculté. Mais la question reste délicate.

La formation des enseignants

La formation initiale et continue

Actuellement 17 millions d'élèves sont scolarisés en Égypte, et le nombre de professeurs en service s'élève à 900 600. Malgré ce nombre imposant, les effectifs de professeurs ne répondent pas aux besoins réels du pays, et leur formation est l'objet de nombreuses discussions. Il y a ainsi une pénurie de professeurs dans certaines spécialités et un surplus dans d'autres. Il existe une forte inadéquation entre les programmes de formation initiale des professeurs dans les facultés de pédagogie et la formation nécessaire à l'application des nouveaux programmes.

La formation continue des professeurs est donc devenue une nécessité pour mener à bien une véritable rénovation du système éducatif. Un plan conséquent de formation des professeurs a été programmé. Un réseau de centres de formation à distance par visioconférence ; a été installé sur l'ensemble du territoire. Plusieurs milliers de professeurs ont été formés à l'utilisation de ces nouvelles technologies et à la visioconférence ; 6 000 boursiers du gouvernement sont partis à l'étranger pour suivre des formations spécialisées. Des stages théoriques et pratiques ont régulièrement lieu à destination des professeurs. Il apparaît clairement que le rôle du professeur est en pleine mutation : il n'est plus le détenteur du savoir, il a les fonctions de directeur de projet, d'analyste, de médiateur entre l'école et la société, de stimulant pour ses étudiants, d'observateur apte à dégager le talent de chacun.

La revalorisation du statut de l'enseignant

Mais pour motiver l'enseignant et l'encourager à assumer avec compétence ces nouvelles responsabilités, il convient de revaloriser son statut social, d'augmenter sa rémunération, soit par des primes, soit par un salaire plus élevé, et de lui fournir un véritable plan de carrière. La question épineuse des cours particuliers perdrait ainsi de son intensité.

*
**

Le système éducatif est par conséquent un perpétuel sujet de débat et d'intérêt en Égypte, depuis le simple citoyen jusqu'aux ministres et à la présidence. Le président Moubarak, lui-même, insiste dans de nombreux discours sur l'importance de la réforme de l'éducation pour former le citoyen égyptien de l'avenir et assurer le progrès. Madame Suzanne Moubarak suit, elle aussi, de très près les actions menées en ce domaine, ainsi que les plans ambitieux lancés par le ministre de l'Éducation. Tout le monde a conscience que c'est par l'enseignement que l'Égypte pourra progresser et émerger sur le plan international, mais les solutions à trouver ne sont pas toujours évidentes comme le montre la persistance de certains débats à divers niveaux. Les défis à relever sont, il est vrai, de taille, et beaucoup reste encore à faire.